

## CE MONDE QUI BOUGE

Algérie, l'après-9  
avril a commencé

Par Hassane Zerrouky

«Déjà 1 000 meetings», titrait *El Moudjahid* du 29 mars 2004 à propos de la campagne présidentielle.

Ce fut une campagne tambour battant où les candidats ne s'étaient fait aucun

cadeau. Passons sur les incidents parfois violents qui l'avaient émaillée. Retenons, cependant, qu'il y avait un enjeu, des projets de société portés par les différents candidats – Abdelaziz Bouteflika, Ali Benflis, Saïd Sadi, Abdellah Djaballah... Il y avait une participation populaire aux différents meetings, meetings ouverts librement au public, un débat contradictoire entre les candidats ; en bref, il y avait un certain suspense, puisqu'à l'époque, la presse évoquait l'éventualité d'un second tour devant opposer Abdelaziz Bouteflika à son ancien Premier ministre, Ali Benflis. Et, en dépit de tout, de la partialité des médias lourds en faveur du candidat Bouteflika, il y avait une liberté de ton ! De ce fait, dans le Maghreb et le monde arabe, l'Algérie faisait exception. Les régimes arabes appréciaient peu ce qui se passait en Algérie, ils n'appréciaient pas que le pluralisme politique, la liberté d'expression et de conscience, la laïcité, le rapport du religieux au politique, le statut de la femme aient été des thèmes du débat électoral et politique.

En avril 2009, la donne est tout autre : il y a eu moins de 300 meetings si l'on considère que chaque candidat a tenu 40 meetings. La campagne s'est déroulée sans incident majeur, sans attentat à Alger et dans les grandes villes, et ce, en dépit d'une menace terroriste bien réelle.

Une campagne, bien tranquille, marquée par l'absence de débats contradictoires, de projets de société, d'adversaires de poids, avec des candidats pratiquement inconnus du grand public à la seule exception de Louisa Hanoune et, bien sûr, d'Abdelaziz Bouteflika, candidat omniprésent par l'image dans tout le pays. Une campagne bien tranquille, à sens unique, où les meetings du président-candidat n'étaient pas ouverts au public puisque n'y ont pris part que ceux munis d'une invitation. Une campagne où, ce fut le seul bémol, les partisans du boycott ont tout de même réussi à faire entendre un autre son de cloche, et où le seul et vrai enjeu reste la participation. Selon son staff, cité par certains journaux, le chef de l'Etat veut un taux de participation supérieur à celui réalisé en 2004 !

Ne se faisant aucun souci quant à sa réélection, Abdelaziz Bouteflika, qui s'est même permis d'inciter les Algériens à voter pour ses adversaires, a axé sa campagne sur la réconciliation nationale et l'amnistie aux islamistes armés. Autrement dit, en se positionnant dans l'après-9 avril, axant sa campagne sur l'éventualité d'un référendum au cas où les groupes islamistes armés répondraient à son offre d'amnistie, Abdelaziz Bouteflika a mené une campagne électorale pour la forme, pour satisfaire une exigence imposée par la Constitution. C'est en cela que la campagne présidentielle de 2009 se singularise par rapport à celle de 2004 !

Quel que soit le nombre de votants, et à supposer qu'il y ait une réelle participation, le scrutin présidentiel de 2009 constituera un tournant. Car ce scrutin s'inscrit dans le processus de normalisation de l'Algérie entamé en 1999.

D'abord en mettant fin à la limitation des mandats présidentiels et, par voie de conséquence, à l'alternance politique, y compris sans doute au sein même de ce système. Ensuite, l'Algérie, qui faisait figure d'exception dans le monde arabe, va désormais rentrer dans le rang, sans doute à la satisfaction de tous ces dirigeants arabes au pouvoir depuis des décennies.

Quant aux démocrates, toujours aussi divisés, incapables de rebondir quand la situation le nécessite, leur problème réside dans le fait qu'ils ne disposent d'aucune stratégie alternative réfléchie. Ils sont dans une situation d'impréparation politique en cas de crise majeure.

Et de ce fait, il est permis de penser que ce système imposera sans forcer ses solutions.

H. Z.



## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

## La hantise de l'urne vide

**L'abstention, seul et unique adversaire de Abdelaziz Bouteflika, pourrait fausser tous les calculs du scrutin qui se déroulera aujourd'hui. Pour faire face à cette menace, les autorités ont multiplié les actions envers les citoyens. Aujourd'hui, annonceront-elles des résultats probants ?**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - «Votez ! Même contre moi, même à bulletin blanc !» L'appel lancé par Abdelaziz Bouteflika dès le premier jour de campagne, à partir de Batna, démontre, à lui seul, la crainte que suscite le spectre de l'abstention.

Le candidat-président a tenu à réitérer cet appel à chacun de ses meetings.

A tel point qu'il donnera l'impression de mener une «contre-campagne».

C'est que l'heure est grave. Il est admis que Abdelaziz Bouteflika ne saurait accepter d'être élu avec un taux de participation inférieur à 60%. Pour «lutter» contre l'abstention, l'administration a mis en œuvre des moyens conséquents.

Cette offensive a débuté bien avant le lancement de la campagne électorale avec le renouvellement du fichier électoral.

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a décidé de faire du porte-à-porte pour enregistrer puis distribuer les cartes de vote aux citoyens. Un service tout à fait inédit pour une administration sclérosée par la bureaucratie.

Puis, c'est au tour des spécialistes de la communication institutionnelle d'intervenir à travers une campagne publicitaire largement diffusée dans les médias.

«Ne laissez personne décider à votre place», dit en substance le slogan.

Les opérations de «persuasion des masses» se

multiplient. Rien n'y échappe, pas même l'école et la mosquée. Lors de la campagne électorale, Abdelaziz Bouteflika n'est pas seul à faire la promotion du «devoir national». Les cinq autres candidats s'y mettent eux aussi. Comme ils ne manquent pas de fustiger les partisans du boycott, FFS et RCD en première ligne.

Ces derniers seront traités de tous les mots. Ahmed Ouyahia, principal soutien de Bouteflika et président de la Commission d'organisation de l'élection présidentielle, en fera même son sujet de prédilection dans ses discours.

«Je vais être direct : ceux qui appellent au boycott sont les traîtres de la nation, des criminels (...). La jeunesse algérienne ne doit pas être un instrument politique, votre réponse est d'aller vous exprimer librement le jour du scrutin afin d'élire votre représentant, c'est votre avenir qui est en

jeu.» Des déclarations vivement dénoncées par les partis de Hocine Aït-Ahmed et de Saïd Sadi.

Reste l'essentiel : les Algériens iront-ils voter aujourd'hui ? A voir le peu d'engouement des citoyens pour cette élection et, surtout, la détérioration de la situation socioéconomique, on serait tenté de répondre par la négative. Pourtant, certains se veulent optimistes. A l'instar du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales qui dit refuser de vivre avec le complexe de l'abstention et qui estime que le «taux sera bon». Un optimisme que ne partage pas le FFS qui table sur un taux de participation de 30%. A ce titre, Karim Tabou, le premier responsable de ce parti, se dit prêt à rendre publics les résultats de la réélection de Abdelaziz Bouteflika avant même leur annonce officielle.

T. H.

## ABDELMALEK SELLAL :

## «Je persiste : il y aura une forte participation»

**«Je persiste et je signe : il y aura une forte participation aux élections.» C'est ce qu'a martelé, hier encore, le directeur de campagne du candidat Bouteflika, Abdelmalek Sellal. C'était au cours d'une conférence de presse qu'il a animée, mercredi dans l'après-midi, au Centre international de presse.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Il s'explique : «Notre affirmation se base sur des indices. Il y a d'abord le fait que la candidature de Bouteflika avait été soutenue par 4 390 000 signatures de citoyens, soit le quart déjà du corps électoral. Il y a aussi le vote massif de l'émigration.»

Dans un pays qui a quasiment perdu espoir dans l'acte de vote, est-il seulement concevable que l'on puisse atteindre les 80 % de taux de participation que l'on murmure ici et là depuis quelques mois ? C'est d'autant plus irréaliste que dans ce plébiscite annoncé, Bouteflika part seul sur la

ligne de départ, sans concurrents ni contrainte particulière. Un état de fait accompli imposé depuis le 12 novembre dernier. Et qui fera, comme le rappelle Sellal du reste «qu'au lieu des 5 096 permanences électorales au niveau national que nous avons prévues au départ, on en est à 12 659 à la fin de cette campagne».

Des «permanences» le plus souvent ouvertes par des particuliers «intéressés» pour une raison ou une autre. Cette campagne pour laquelle le pouvoir a aligné

une véritable machine de guerre, avec une coalition partisane de onze partis, dont le FLN, le RND et le MSP en plus de tout ce que le pays compte d'organisations de masse, l'administration, tous les grands chefs d'entreprise, est, par ailleurs, difficilement quantifiable au plan financier. C'est ce qu'avouera Sellal en personne.

«Avec autant de partis, d'associations, d'hommes d'affaires, il est difficile de se prononcer sur les chiffres exacts».

K. A.

## Hanoune met en garde contre la fraude

**Ultime sortie médiatique de Louisa Hanoune avant le jour J. La candidate du Parti des travailleurs (PT) a animé hier une conférence de presse pour dire une fois de plus ses convictions : elle croit en ses chances et estime que ceux qui avancent que les jeux sont déjà faits sont défaitistes.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Si elle reste optimiste, Hanoune considère, néanmoins, que le spectre de la fraude n'est pas totalement écarté puisque le régime du parti unique est toujours en place mais pense que l'élection présidentielle est l'occasion d'une «recomposition politique, un vrai tournant». Elle en veut pour preuve l'«engouement» constaté lors de ses nombreux meetings qui, dit-elle, ne peut être que l'expression d'aspirations au changement. Une campagne «riche en enseignements», plutôt «calme», même si Hanoune faisait état hier de comportements condamnables de la part de militants d'un certain parti, le

FLN en l'occurrence. Le numéro un du PT a d'ailleurs profité de sa sortie médiatique pour mettre en garde ceux qui seraient tentés de «casser l'élan populaire». Invitée à donner un pronostic du taux de participation, Hanoune a

répondu qu'en tant que candidate sérieuse, elle se refusait à avancer des chiffres mais que l'émigration a donné le ton comme lors des élections de 1995.

N. I.

ILS DISTRIBUAIENT LE JOURNAL  
DU PARTI AUX VOYAGEURS

## Deux militants du FFS arrêtés

Deux militants du Front des forces socialistes (FFS) ont été arrêtés hier en milieu d'après-midi par les services de police en poste à la gare routière du Caroubier, à Alger.

Selon un communiqué parvenu hier en fin de journée à notre rédaction, les deux militants ont été interpellés au moment où «ils distribuaient le journal *Repères*, organe de communication officiel du parti».

Contacté par nos soins, le chargé de la communication, Sadeg Nassim, nous a indiqué que le journal du parti traitait «des différentes résolutions du

FFS ainsi que du boycott de l'élection présidentielle».

«Des responsables de la direction du parti se sont rendus au commissariat concerné pour contester cet acte qui nous rappelle les années de plomb», lit-on encore dans le communiqué du FFS qui avertit «quant aux mesures qui seront prises à l'encontre de [nos] militants».

Hier encore, à l'heure où nous mettons sous presse, les deux étudiants-militants étaient toujours retenus au poste de police.

R. N.